DÉCLARATION SUR L'ACCÉLÉRATION DE LA RÉALISATION DES BUTS ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE DE SENDAI POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE 2015-2030 EN AFRIQUE

Nous, ministres et chefs de délégation chargés de la réduction des risques de catastrophe en Afrique, réunis à Nairobi, en République du Kenya, le 19 novembre 2021, à l'occasion de la septième Réunion de haut niveau sur la réduction des risques de catastrophe, qui a été précédée par la huitième plate-forme régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe, tenue du 16 au 18 novembre 2021 sur le thème : « *Vers un développement tenant compte des risques de catastrophe pour une Afrique résiliente dans un monde transformé par la Covid-19* » :

Exprimons notre gratitude au Gouvernement et au peuple de la République du Kenya d'avoir abrité ces événements, et pour l'hospitalité et l'accueil chaleureux qu'ils ont accordés aux délégués ;

Saluons en outre les efforts déployés et l'appui fourni par la Commission de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe pour l'organisation de la huitième plate-forme régionale africaine de réduction des risques de catastrophe et de la septième Réunion de haut niveau sur la réduction des risques de catastrophe ;

Prenons note avec une profonde préoccupation des effets négatifs que la pandémie de Covid-19 continue d'avoir sur le développement social et économique de l'Afrique, y compris l'impact disproportionné sur les femmes, et **nous nous félicitons** des efforts qui sont déployés à travers le continent pour faire face à la pandémie et pour assurer le redressement ;

Félicitons en outre les États membres et les communautés économiques régionales pour les efforts qu'ils continuent de faire pour mettre en œuvre les priorités et les décisions contenues dans la Déclaration de Tunis et dans *la Position africaine commune pour la plate-forme mondiale de 2019 pour la réduction des risques de catastrophes*, alors que le continent continue de faire face à la crise de la Covid-19 ;

Reconnaissons en outre la nature systémique des risques, illustrée par les catastrophes interconnectées et simultanées et leurs impacts dévastateurs et en cascade, y compris les pertes en vies humaines et les pertes de moyens de subsistance, les dégâts aux infrastructures et les déplacements, aggravés par la Covid-19, le changement climatique, la dégradation de l'environnement, l'urbanisation rapide et non planifiée, la pauvreté, les inégalités et les conflits, y compris la vulnérabilité et l'exposition disproportionnées des femmes et des filles, qui compromettent tous les efforts visant à mettre en œuvre l'Agenda pour le développement durable de 2030 et l'« Agenda 2063 pour l'Afrique que nous voulons » ;

Exprimons notre profonde préoccupation devant la gravité et la fréquence croissantes des catastrophes liées au climat et devant la vulnérabilité croissante des États membres, en particulier des petits États insulaires en développement, à ces catastrophes et aux impacts négatifs qui en résultent pour leurs économies et leur développement ;

Rappelons la décision [EX.CL/Dec.943 (XXX)] adoptée par le Conseil exécutif de l'Union africaine à sa trentième session ordinaire, tenue en janvier 2017, par laquelle le Conseil a approuvé le *Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en Afrique* (Programme d'action), la *Déclaration de Maurice sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique* ; et la *Déclaration ministérielle sur la session spéciale des ministres africains de l'Environnement et des Ressources naturelles sur les défis et les opportunités que présente la pandémie de Covid-19* (13 novembre 2020) ;

Rappelons en outre la décision de la troisième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement de l'Union africaine [STC3/ARDWE/MIN], par laquelle le CTS a approuvé la *Déclaration de Tunis sur l'accélération de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, 2015-2030* et de la *Stratégie régionale africaine pour la réduction des risques de catastrophe* ; et **a demandé** à la Commission de l'Union africaine d'accélérer la mise en place du système continental d'alerte précoce multirisque, inclusif, basé sur les impacts, et de préparation aux risques naturels ;

Félicitons la Commission de l'Union africaine pour son soutien et son leadership dans la traduction des priorités et des décisions contenues dans la Déclaration de Tunis et dans la *Position africaine commune pour la Plate-forme mondiale de 2019 sur la réduction des risques de catastrophes*, ainsi que pour l'institutionnalisation de la réduction des risques de catastrophes dans sa structure organisationnelle régulière, l'élaboration et le lancement du *Rapport biennal sur le Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en Afrique*, le renforcement des capacités d'alerte précoce et d'action rapide, et la création et la mise en place d'un Groupe consultatif africain sur la science et la technologie et d'un Conseil consultatif des jeunes pour la réduction des risques de catastrophes ;

Nous félicitons de la contribution que les parties prenantes, à savoir les parlementaires, les organisations de la société civile, les médias, les universités, les jeunes, les femmes, le secteur privé, les autorités locales et les collectivités apportent en soutenant et en mettant en œuvre le cadre de Sendai, ainsi que les programmes et les plans régionaux, sous régionaux, nationaux et locaux de réduction des risques de catastrophe ;

Nous félicitons en outre du travail que fait le Groupe de travail africain sur la réduction des risques de catastrophe pour coordonner et guider la mise en œuvre du Cadre de

Sendai et du Programme d'action sur l'ensemble du continent, y compris la révision de la matrice de mise en œuvre du Programme d'action (2021-2025) ;

Soulignons qu'il est important d'assurer la cohérence entre les actions mondiales, régionales, sous-régionales, nationales et sous-nationales de réduction des risques de catastrophe, de lutte contre le changement climatique et de développement durable ; et

Soulignons également la nécessité de veiller à ce que les stratégies nationales de développement et les plans d'adaptation tiennent compte de la réduction des risques de catastrophe ;

Soulignons que les plates-formes et institutions régionales, sous-régionales, nationales et sous-nationales de réduction des risques de catastrophes contribuent grandement à la mise en œuvre cohérente, au suivi et à l'établissement de rapports sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Cadre de Sendai et du Programme d'action ;

Soulignons en outre que le cadre de Sendai et le Programme d'action contribuent à donner des orientations pour un redressement durable, inclusif et résilient après les catastrophes, y compris la Covid-19 à travers le continent, et qu'ils identifient et traitent de manière systématique les facteurs sous-jacents des risques de catastrophe ;

Reconnaissons le rôle du Forum régional africain sur le développement durable et de la Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique dans la promotion d'actions intégrées de réduction des risques de catastrophes et d'interventions tenant compte des risques dans la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 ;

Reconnaissons en outre le partenariat entre la Commission de l'Union africaine, l'Autorité intergouvernementale pour le développement, le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, l'Organisation météorologique mondiale et d'autres partenaires au développement, qui vise à lancer et à opérationnaliser le programme continental de mise en œuvre de la *feuille de route africaine pour l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation des informations sur les risques de catastrophe aux fins de l'alerte précoce et de l'action rapide, y compris dans le contexte de la gestion des risques transfrontières* ;

Nous félicitons du soutien fourni par les gouvernements de l'Allemagne, de l'Italie, de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suède, l'Union européenne et l'Initiative risques climatiques et systèmes d'alerte précoce, ainsi que d'autres partenaires au développement, des organismes des Nations Unies, et les institutions financières internationales et régionales pour la mise en œuvre du cadre de Sendai et du Programme d'action pour la mise en œuvre du Cadre de Sendai en Afrique, en cohérence avec les mesures de lutte contre le changement climatique, les mesures de développement durable et d'autres mesures connexes pour assurer la résilience ;

Exprimons notre gratitude au Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe pour le soutien qu'il continue d'apporter, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, au renforcement des capacités, y compris l'élaboration d'outils et de documents d'orientation tels que le Système de suivi du Cadre de Sendai (y compris le module régional), ainsi que l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi, et l'évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne les stratégies et les plans de réduction des risques de catastrophe, à tous les niveaux ;

Nous félicitons du lancement de la campagne « Pour des villes résilientes à l'horizon 2030 » en tant que successeur de la campagne « Pour des villes résilientes » afin de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai et du Programme d'action, au niveau local ;

Saluons le soutien fourni par le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres partenaires au titre de l'élaboration du Cadre de redressement post-Covid-19 pour l'Afrique, sous la direction de la Commission de l'Union africaine ;

Prenons note de la résolution 75/216 de l'Assemblée générale des Nations Unies, en date du 21 décembre 2020, relative à la tenue d'un « examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre de Sendai en 2023 pour évaluer les progrès réalisés dans l'intégration de la réduction des risques de catastrophe dans les politiques, programmes et investissements à tous les niveaux, identifier les bonnes pratiques, les lacunes et les défis et accélérer la réalisation de l'objectif du cadre de Sendai et de ses sept objectifs mondiaux d'ici 2030 » ;

Conscients des résultats de la COP-26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Glasgow (Royaume-Uni) et préoccupés par l'insuffisance continue de financement pour l'adaptation aux changements climatiques, y compris la gravité et la fréquence croissantes des catastrophes provoquées par les changements climatiques, en particulier en Afrique et dans les petits États insulaires en développement ;

Déclarons notre détermination à respecter nos engagements en faveur de la mise en œuvre du Cadre de Sendai, du Programme d'action, de *la Stratégie régionale africaine de réduction des risques de catastrophe*, et des stratégies et plans d'action sous-régionaux et nationaux pour la réduction des risques de catastrophe en tant qu'instruments indispensables de réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'« Agenda 2063 pour l'Afrique que nous voulons » ; et

DÉCLARONS ce qui suit :

1. **ADOPTONS** la matrice du Programme d'action (2021-2025) pour mettre en œuvre le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en Afrique ;

2. **ADOPTONS EN OUTRE** le *cadre africain pour les systèmes d'alerte précoce multirisques et d'action rapide* ;
3. **DEMANDONS** aux États membres, aux Communautés économiques régionales, aux autorités locales, au secteur privé, aux Universités, aux organisations de la société civile, aux partenaires au développement et autres parties prenantes de soutenir la mise en œuvre de la matrice du Programme d'action (2021-2025), et du *cadre africain pour les systèmes d'alerte précoce multirisques et l'action rapide* à travers le continent ;
4. **DEMANDONS EN OUTRE** à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres organisations internationales et régionales, ainsi qu'aux institutions financières internationales et régionales de tenir compte de la matrice du Programme d'action, ainsi que le *cadre africain pour les systèmes d'alerte précoce multirisques et d'action rapide* dans les programmes multilatéraux et bilatéraux d'aide au développement ;
5. **DEMANDONS** à la Commission de l'Union africaine de continuer à préparer régulièrement le Rapport biennal sur le Programme d'action pour la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en Afrique ;
6. **DEMANDONS EN OUTRE** aux États membres, aux Communautés économiques régionales, aux autorités locales, au secteur privé, aux Universités, aux organisations de la société civile, aux partenaires au développement et autres parties prenantes de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre, à tous les niveaux, de stratégies, de programmes et de plans d'action, qui soient inclusifs, holistiques, qui tiennent compte des risques de catastrophe, et de la dimension genre ;
7. **DEMANDONS** aux États membres et aux Communautés économiques régionales d'accroître leur allocation budgétaire annuelle, et de mettre en place des solutions de financement innovantes, notamment en participant au mécanisme novateur de mutualisation des risques de la Mutuelle africaine de gestion des risques, pour la mise en œuvre de stratégies, de programmes et de plans d'action de réduction des risques de catastrophes tenant compte de la dimension genre et inclusives, en cohérence avec l'adaptation au changement climatique, la conservation de la biodiversité, la lutte contre la désertification et les actions de développement durable et l'initiative de la Grande Muraille verte à tous les niveaux ;
8. **DEMANDONS** aux communautés économiques régionales, à la Commission de l'Union africaine, aux agences des Nations Unies, aux parlementaires, au secteur privé, aux universitaires, aux organisations de la société civile, aux partenaires au développement et autres parties

prenantes de renforcer la capacité de mobilisation des ressources, de mise en œuvre et de prise en compte de la réduction des risques de catastrophe dans les processus de planification, de budgétisation, de suivi et de rapport ;

9. **RÉAFFIRMONS** la nécessité d'accroître les investissements dans les solutions fondées sur la nature pour la réduction des risques de catastrophe, l'action climatique et le soutien à la gestion durable des terres et de la biodiversité, et d'assurer également la mise en œuvre rapide et intégrale du Plan d'action de redressement vert de l'Union africaine et du Programme de relance verte de l'Afrique en tant qu'instruments indispensables de renforcement de la résilience ;
10. **RÉAFFIRMONS** la nécessité pour les États membres d'assurer des partenariats plus solides entre les institutions chargées de la réduction des risques de catastrophe, de la gestion de l'environnement, de l'action contre le changement climatique, de la planification et des finances et d'autres secteurs afin d'assurer une approche cohérente, intégrée et globale de la société en matière de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique à tous les niveaux ;
11. **DEMANDONS** aux Communautés économiques régionales, à la Commission de l'Union africaine, au secteur privé, aux universités, aux organisations de la société civile, aux partenaires au développement et aux autres parties prenantes de renforcer la capacité des États membres à mieux se préparer à la pandémie de la Covid-19, à y faire face et à assurer le redressement, et à tenir compte de la réduction des risques de catastrophe dans la réponse globale à la Covid-19, les plans de redressement et les mécanismes de renforcement de la résilience ;
12. **DEMANDONS** aux États membres, aux Communautés économiques régionales, à la Commission de l'Union africaine, au secteur privé et aux partenaires au développement de renforcer le soutien financier et technique pour utiliser le système actuel de suivi du cadre de Sendai afin de suivre et de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation de tous les objectifs du cadre de Sendai et du Programme d'action ;
13. **DEMANDONS** aux États membres d'assurer l'élaboration et l'utilisation d'évaluations multirisques et multisectorielles des risques, la collecte et l'analyse de données sur les pertes dues aux catastrophes ventilées, le cas échéant, en fonction du revenu, de l'âge, du GENRE, du handicap et de la situation géographique, ainsi que la mise en place d'un mécanisme d'échange de données relatives aux catastrophes entre les institutions chargées de la réduction et de la gestion des risques de catastrophes et d'autres secteurs concernés ;

14. **DEMANDONS** à la Commission de l'Union africaine, au Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe et aux autres partenaires de soutenir l'intégration de la réduction des risques de catastrophe et du Mécanisme de suivi du Cadre de Sendai dans les processus, la méthodologie et le questionnaire du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs afin de faciliter l'évaluation de la résilience des États membres, y compris l'engagement de faire appel à des experts, et de renforcer les capacités et les mécanismes des États membres pour qu'ils puissent se préparer efficacement aux catastrophes, y faire face efficacement et assurer leur redressement après les risques, y compris la Covid-19 ;
15. **ENCOURAGEONS** les États membres à assurer l'élaboration et la mise en œuvre des cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable qui tiennent compte des risques et qui soient alignés sur les plans nationaux de développement afin de soutenir les efforts visant à réaliser les objectifs de développement durable et les objectifs de l'Agenda 2063 ;
16. **ENCOURAGEONS EN OUTRE** l'adoption d'une approche de l'ensemble de la société qui intègre les femmes, les enfants et les jeunes, les communautés locales, les personnes âgées, les personnes souffrant d'un handicap, les personnes déplacées, et d'autres personnes vivant dans des situations vulnérables, et tient compte des systèmes et pratiques de connaissances autochtones et locales, de l'âge et des perspectives culturelles dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et des plans de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation aux changements climatiques ;
17. **DEMANDONS** aux États membres de mettre en place des systèmes solides de gouvernance des risques, soutenus par des cadres réglementaires et juridiques, afin de soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai et du Programme d'action de Sendai pour l'Afrique à tous les niveaux ;
18. **DEMANDONS EN OUTRE** aux États membres et aux communautés économiques régionales de participer activement au Forum régional africain sur le développement durable et à la Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique et de suivre de près leurs résultats afin de renforcer la prise en compte des mesures de réduction des risques de catastrophe, de lutte contre le changement climatique et de développement durable, ainsi que la prise en compte de la réduction des risques de catastrophe dans les évaluations volontaires nationales et les évaluations volontaires sous-nationales. ;

19. **DEMANDONS** à la Commission de l'Union africaine, aux agences des Nations Unies, en particulier au Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, à l'Organisation météorologique mondiale, au Programme des Nations Unies pour le développement et aux autres partenaires au développement, de continuer à renforcer leur soutien aux États membres et aux communautés économiques régionales en leur fournissant des directives, des outils et une assistance technique, et en facilitant l'échange d'expériences, notamment pour le renforcement des systèmes d'alerte précoce multirisques basés sur les impacts, en vue d'une action précoce et d'une gestion efficace des risques transfrontières ;
20. **DEMANDONS** aux États membres, aux communautés économiques régionales, aux Centres régionaux de lutte contre le changement climatique, à la Commission de l'Union africaine, au secteur privé, aux universités, aux organisations de la société civile, aux partenaires au développement et aux autres parties prenantes de renforcer les systèmes hydrologiques et météorologiques et d'améliorer la production et la diffusion d'informations météorologiques et climatiques, aux fins d'alertes précoces et d'une action rapide efficaces, et de gestion des risques transfrontières, à tous les niveaux ;
21. **DEMANDONS** aux États membres, aux Communautés économiques régionales et à la Commission de l'Union africaine d'accorder l'attention aux déplacements provoqués par les catastrophes aux niveaux régional, sous-régional, national et local et d'intégrer des stratégies et des plans de réduction des risques de catastrophes, de lutte contre le changement climatique et de développement afin de réduire et de prévenir les risques de déplacement dus aux catastrophes, et de renforcer ainsi la résilience des personnes déplacées et des communautés d'accueil ;
22. **DEMANDONS EN OUTRE** aux États membres et aux autres parties prenantes de participer activement à l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 en Afrique ;
23. **DEMANDONS** aux États membres, aux communautés économiques régionales, à la Commission de l'Union africaine et aux partenaires au développement de renforcer leur soutien au Groupe consultatif africain sur la science et la technologie, ainsi qu'au Conseil consultatif des jeunes pour la réduction des risques de catastrophe en tant qu'instruments clés contribuant à la réalisation des résultats du Cadre de Sendai et du Programme d'action ;
24. **DEMANDONS** au Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, aux autres agences des Nations Unies et aux partenaires au développement de renforcer les partenariats et la coopération en

renforçant les mécanismes de coordination régionaux, sous- régionaux et nationaux, ainsi que les mécanismes Nord-Sud, Sud- Sud, et la coopération triangulaire à l'appui de la mise en œuvre du Cadre de Sendai et du Programme d'action à tous les niveaux ;

25. **DEMANDONS** à la Commission de l'Union africaine d'accélérer l'élaboration du Cadre de redressement post-Covid-19 pour l'Afrique, pour examen et adoption par la quatrième session ordinaire du Comité technique spécialisé sur l'agriculture, le développement rural, l'eau et l'environnement ; **et demandons** aux États membres, aux Communautés économiques régionales et aux autres parties prenantes de soutenir le processus ;
26. **MANDATONS** le Groupe de travail africain sur la réduction des risques de catastrophe de coordonner l'élaboration de la position africaine pour la plate-forme mondiale de 2022 pour la réduction des risques de catastrophe ; et de veiller à ce que ces processus soient inclusifs, participatifs et initiés par les États membres ;
27. **INVITONS** le Gouvernement de la République du Kenya, en sa qualité de Président de la huitième plate-forme régionale africaine et de la septième Réunion de haut niveau sur la réduction des risques de catastrophes, à soumettre la Déclaration de Nairobi à l'organe délibérant compétent de l'Union africaine pour approbation et à plaider pour le suivi et la mise en œuvre de la présente Déclaration.